

Burundi : élections biaisées, craintes de violences

La Libre Belgique, 19 mai 2020 Ce sont 46% des près de 12 millions de Burundais qui sont appelés aux urnes ce mercredi pour les élections présidentielle, législatives et communales. La population de ce pays, aujourd'hui parmi les trois plus pauvres du monde, est en effet composée à 54% de moins de 18 ans, dont l'avenir est bouché alors que le Burundi n'arrive pas à sortir de la crise dans laquelle il a plongé, en 2015, la volonté du président Pierre Nkurunziza de présenter un troisième mandat de cinq ans. L'Accord de paix d'Arusha, qui mit fin à la guerre civile (1993-2005) impliquant un chef d'Etat soit plus de dix ans au pouvoir.

Pierre Nkurunziza a renoncé à un quatrième mandat au profit du général-major Evariste Ndayishimiye, candidat du parti au pouvoir, le CNDD-FDD à l'élection présidentielle de mercredi. Son principal rival est Agathon Rwasa, du CNL. Si les deux hommes sont issus d'anciens mouvements de guérilla hutus rivaux, l'outsider a surpris par les impressionnantes foules qu'il a défilées durant la campagne, malgré les embûches interposées par les administrations et la peur de représailles de la milice du CNDD-FDD, les Imbonerakure, et parfois des forces de l'ordre. Tant et si bien que dans l'opposition, chez nombre d'observateurs, dans la société civile et jusqu'au sein du pouvoir CNDD-FDD, la confiance est large que les électeurs veulent d'ores et déjà un changement. Des scrutins biaisés et à huis clos Ce dernier, cependant, risque de ne pas être celui attendu. En effet, non seulement la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a été déclarée comme partielle en faveur du pouvoir, mais le gouvernement burundais a refusé d'observer de l'Onu ou de l'Union européenne et a cartonné ceux de l'East African Community en leur annonçant mai, qu'ils seraient soumis à une quarantaine en raison de la pandémie de coronavirus, ce qui ne les libérerait pas des scrutins. Et le président de la Ceni a interdit aux observateurs locaux et étrangers d'utiliser des téléphones mobiles de prendre des photos dans les bureaux de vote. On s'attend donc à des scrutins biaisés et à huis clos. Un nouveau déclenchement de violences comme en 2015 pour réprimer le rejet d'un nouveau mandat de Nkurunziza est redouté. En effet, après avoir supporté une importante part de la répression (plus de 200 de ses membres auraient été arrêtés au moins de deux semaines de campagne), ces dernières années, le CNL est galvanisé par ses succès de foule, qui contrastent avec le public clairsemé du dernier meeting de campagne du général-major Evariste Ndayishimiye. Et début mai, Agathon Rwasa, a demandé à ses troupes de ne plus se laisser frapper sans réagir; plusieurs graves affrontements entre CNL et Imbonerakure ont été rapportés, mais la police présente systématiquement les opposants comme les agresseurs, les miliciens comme des victimes. Aggraver ses propres tares Il existe, diffus, un sentiment général que les élections offrent une possibilité de se débarrasser d'un régime en faillite, alors que ce dernier pourrait aggraver ses tares grâce aux nouvelles dispositions constitutionnelles qui entreront en vigueur avec le nouveau chef de l'Etat. Ainsi, soulignait le mois dernier le Pr. Stef Vandeginste, de l'Université d'Anvers, le Président ne devra plus avoir un gouvernement de coalition, une des obligations qui avait ramené la paix à l'issue de la guerre civile. Si l'institution du Premier ministre est rétablie, le chef de l'Etat voit ses pouvoirs accrus, notamment parce qu'il détermine la politique de la Nation, le gouvernement n'en étant plus que l'exécutant; parce qu'il peut ne pas promulguer une loi votée par le parlement sans même devoir l'expliquer; ou parce qu'il aura le contrôle exclusif sur les Services de renseignements, qui ne seront plus soumis aux quotas ethniques. Quinze organisations burundaises de la Société civile indépendante craignent un scénario de scrutins frauduleux débouchant sur une guerre civile, comme au Kenya en 2007 et en Côte-d'Ivoire en 2010. Des militaires lourdement armés et des Imbonerakure patrouillaient déjà mardi à Bujumbura, principale ville du pays et foyer d'opposition. Des informations circulent sur les réseaux sociaux au sujet de distributions massives d'armes par les militaires aux Imbonerakure. Par Marie-France Cros

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});